

SUIVI TRIMESTRIEL REGIONAL  
FILIÈRE CONSTRUCTION



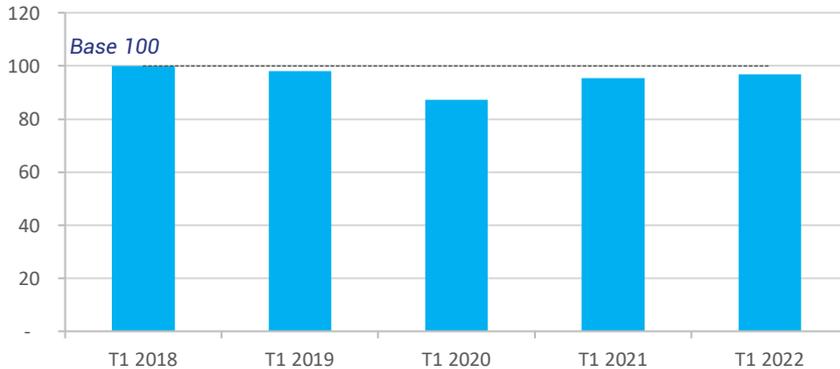
JUIN 2022



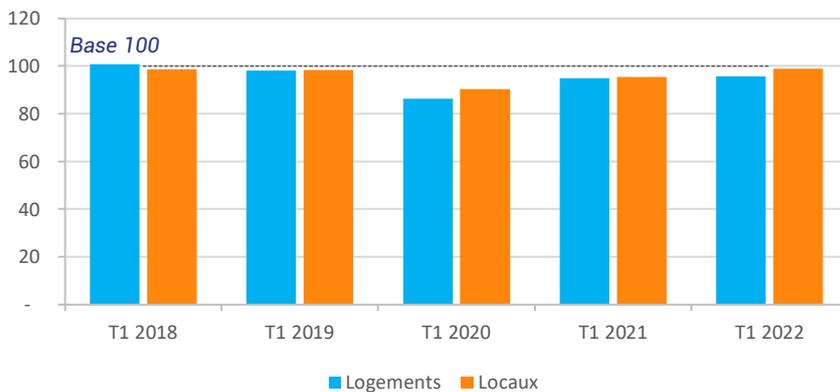
## ➤ L'activité entretien-rénovation reste orientée à la hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Évolution de l'activité entretien-rénovation au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'année précédente (base 100 en 2017)

Unités : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



Par segment de marché



### +1,5%

de volumes de travaux facturés par les entreprises du bâtiment au T1 2022 par rapport au T1 2021

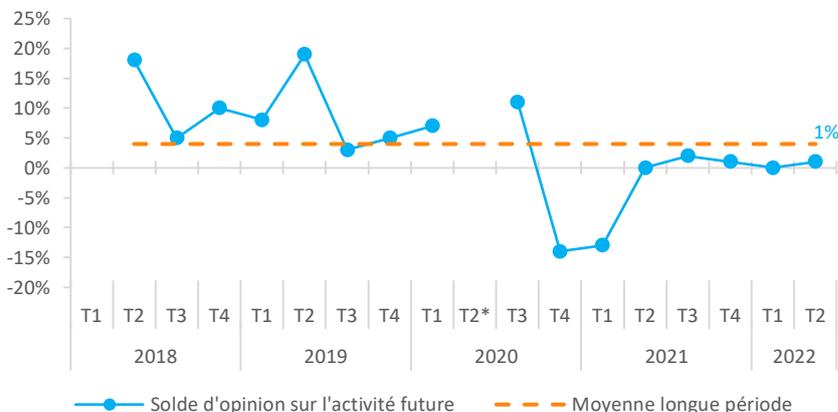
- L'activité progresse de manière plus mesurée dans le segment résidentiel (+0,7%). Dans le segment non-résidentiel, la hausse d'activité est plus nette (+3,6% en volume).

L'activité entretien-rénovation poursuit donc sa progression au premier trimestre 2022, avec une augmentation de +1,5% du volume de travaux facturés par rapport au premier trimestre 2021. En tenant compte de l'évolution des prix, la hausse est plus marquée (+6,5% en valeur), l'inflation étant particulièrement élevée actuellement.

## ➤ Les entreprises du bâtiment restent relativement optimistes

Solde d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation dans l'entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion\* (en %)



### 1%

de soldes d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022

Le solde d'opinion progresse d'un point par rapport au trimestre précédent. Les professionnels du bâtiment restent relativement optimistes sur leur activité future en entretien-rénovation, avec un solde d'opinion positif pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

- À noter que le solde d'opinion est meilleur pour le marché résidentiel (+1%, soit -1 point par rapport au trimestre précédent) que pour le non-résidentiel (-1%, soit +3 points).

### 14,1 semaines

de carnet de commandes au T1 2022

Les carnets de commandes résistent à un niveau très élevé, proche du record du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (14,5 semaines). Les retards de chantier dus à des difficultés d'approvisionnement peuvent expliquer cet allongement significatif des carnets de commandes.

\*Les données pour le deuxième trimestre 2020 n'ont pu être diffusées, le taux de réponse à l'enquête (réalisée en avril 2020 pour ce trimestre) étant extrêmement faible du fait du confinement strict.

Source : réseau des CERC





➤ Malgré un début d'année marquée par une instabilité géopolitique, les mises en chantier de logements neufs affichent une nette progression...

Nombre de logements mis en chantier au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021	
Total logements commencés	7 268	+34%	▲
Individuel pur	1 899	+3%	▲
Individuel groupé	947	+48%	▲
Collectif	4 422	+50%	▲

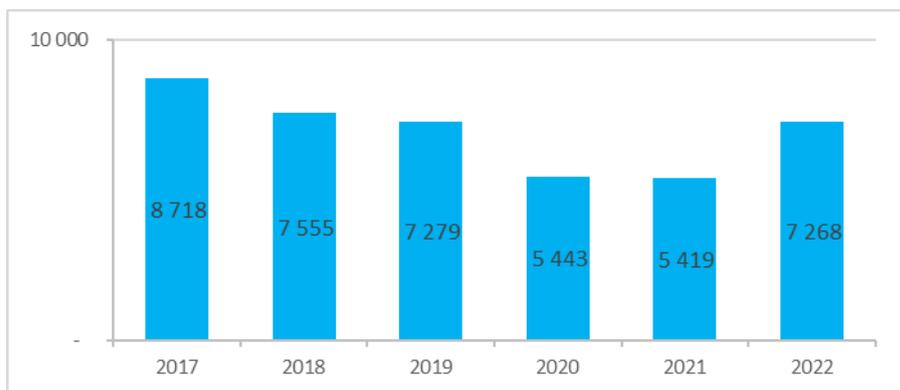
**+34%**

de logements mis en chantier au T1 2022 par rapport au T1 2021

Les mises en chantier semblent ne pas être impactées par l'inflation des coûts des matériaux et les difficultés d'approvisionnement liés au contexte géopolitique de ce début d'année 2022. En effet, ces dernières sont en hausse de +34% ce trimestre, affichant un volume de 7 268 logements commencés. Mais il s'agit avant tout d'un rattrapage après 2 années (2020 et 2021) fortement ralenties sur les premiers trimestres. Ainsi, le niveau d'avant crise est retrouvé : les mises en chantier égalent quasiment le volume du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 qui totalisait 7 279 mises en chantier.

- On observe la même tendance pour le segment collectif (+50% de mises en chantier au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2021), comme pour l'individuel groupé (+48% par rapport à 2021). En revanche, le marché de l'individuel pur affiche une hausse moins prononcée de +3% par rapport au premier trimestre 2021, enregistrant 1 899 mises en chantier.

Nombre de logements neufs mis en chantier depuis 2017 pour un 1<sup>er</sup> trimestre



➤ ... et les autorisations suivent la même tendance

Nombre de logements autorisés au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021	
Total logements autorisés	9 170	+11%	▲
Individuel pur	2 543	+19%	▲
Individuel groupé	1 422	+53%	▲
Collectif	5 205	+0%	▬

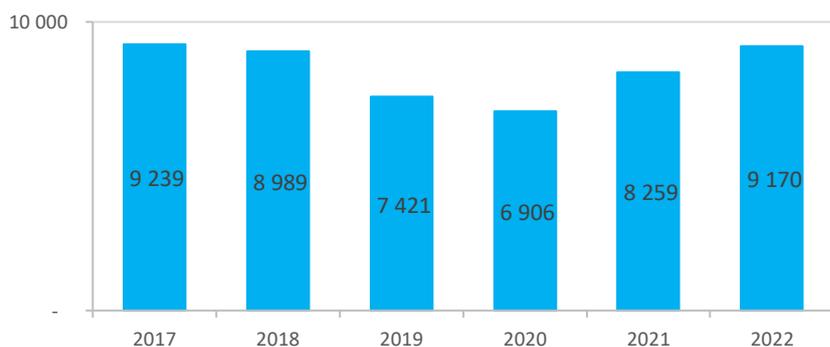
**+11%**

de logements autorisés au T1 2022 par rapport au T1 2021

Les autorisations de logements sont hausses au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 : +11% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Avec 9 170 logements autorisés, on atteint même le premier trimestre le plus élevé depuis 2017, dernière très bonne année pour la construction neuve. Ce volume élevé d'autorisations peut être dû, au moins en partie, à l'entrée en vigueur de la RE 2020 au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Certains maîtres d'ouvrage ont pu anticiper la mise en place de cette nouvelle réglementation en déposant leur demande de permis avant le 1<sup>er</sup> janvier (il faut parfois attendre quelques mois après les demandes de permis pour que les administrations locales les accordent).

- Cette tendance se retrouve essentiellement sur le segment individuel, où la réglementation est plus exigeante, et notamment sur le segment individuel groupé porté par les promoteurs. En revanche, le segment collectif reste à la peine (+0% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, après déjà un 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 orienté à la baisse).

Nombre de logements autorisés depuis 2017 pour un 1<sup>er</sup> trimestre



Source : SDES, Sit@del en date réelle estimée





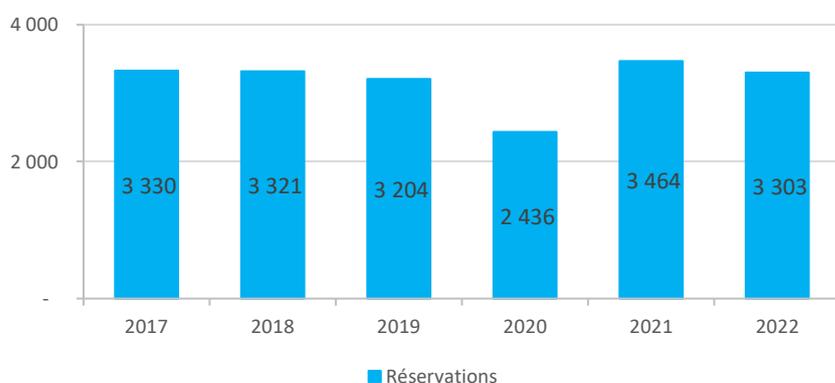
## ➤ La commercialisation de logements neufs peine à retrouver son dynamisme

La commercialisation de logements neufs au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021	
Total logements mis en vente	2 096	-3%	▼
Total logements réservés	3 303	-5%	▼
Total logements disponibles	9 136	-10%	▼

Nombre de logements neufs (collectifs et individuels groupés) mis en vente depuis 2017 sur un premier trimestre

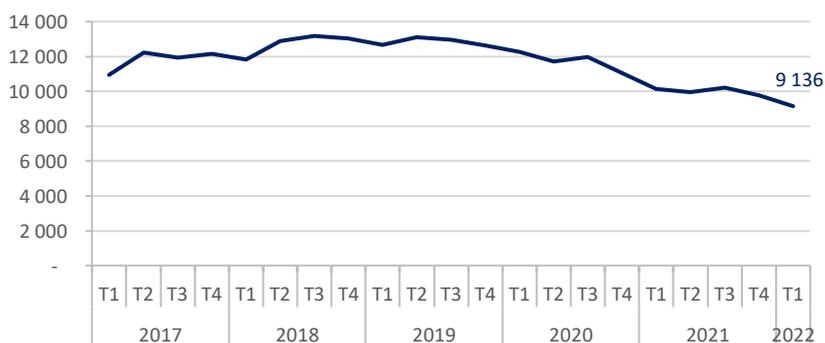


Nombre de logements neufs réservés (collectifs et individuels groupés) depuis 2017 sur un premier trimestre



Évolution de l'encours disponible de logements neufs (collectifs et individuels groupés) à la fin de chaque trimestre depuis 2017

Unité : nombre de logements



Source : ECLN

**-3%**

de logements neufs mis en vente au T1 2022 par rapport au T1 2021

Avec 2 096 commercialisations enregistrées ce trimestre, les mises en vente de logements neufs diminuent de -3% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et affichent l'un des volumes les plus bas de ces 5 dernières années. Ceci s'explique par une multitude de facteurs comme par exemple les nouveautés réglementaires (RE 2020, ZAN), la perte de pouvoir d'achat des ménages, l'inflation galopante des prix de l'énergie et des matériaux, les ruptures des chaînes d'approvisionnement et les pénuries de matériaux, etc... À tout cela s'ajoute depuis fin février une instabilité géopolitique qui accélère encore la hausse des prix et les pénuries. Dans ce contexte, les promoteurs adoptent une attitude plus prudente et semblent plus réticents à lancer de nouvelles commercialisations.

**-5%**

de logements neufs réservés au T1 2022 par rapport au T1 2021

Avec 3 303 logements réservés, les réservations de logements neufs affichent une baisse de -5% ce trimestre par rapport à l'an passé à la même période. La hausse des taux d'intérêts, le resserrement des conditions d'octroi de crédits de la part des banques, le tout conjugué à un pouvoir d'achat des ménages dégradé par une forte inflation peuvent expliquer ce léger coup de frein dans la demande, notamment en comparaison à une année 2021 historiquement haute. Pour autant, le volume des réservations enregistré ce trimestre reste à un niveau élevé, en tout cas supérieur au volume moyen d'avant-crise (3 385 réservations en moyenne au 1<sup>er</sup> trimestre entre 2017 et 2019).

**-10%**

de logements neufs disponibles à la vente au T1 2022 par rapport au T1 2021

Le faible renouvellement de l'offre conjugué à une forte demande entraîne mécaniquement une diminution de l'encours disponible : à fin mars 2022, le nombre de logements disponibles à la vente cède encore du volume, se maintenant sous la barre des 10 000 unités pour le deuxième trimestre consécutif.



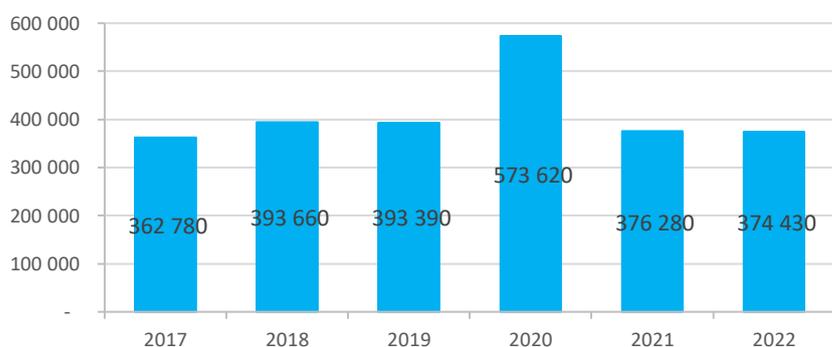


## ➤ Les autorisations de locaux neufs se redressent nettement au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

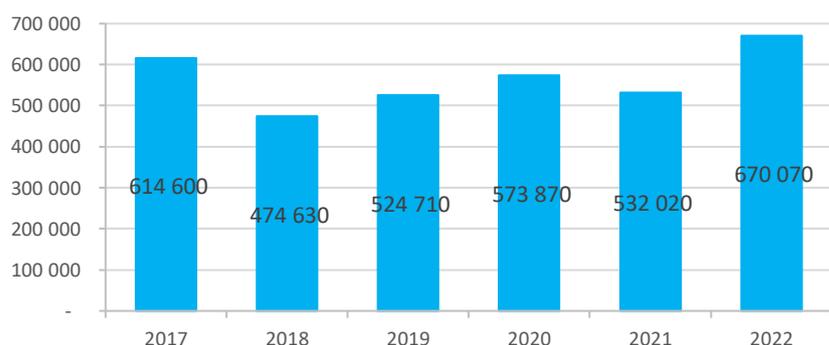
La construction neuve de locaux au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021
Surface totale <u>commencée</u>	374 430 m <sup>2</sup>	0%
Surface totale <u>autorisée</u>	670 070 m <sup>2</sup>	+26%



Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) mise en chantier depuis 2017 au 1<sup>er</sup> trimestre



Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) autorisée depuis 2017 au 1<sup>er</sup> trimestre



**0%**

de surface non-résidentielle mise en chantier au T1 2022 par rapport au T1 2021

Malgré un début d'année 2022 marqué par la hausse des prix de l'énergie et des matériaux et les difficultés d'approvisionnement, la construction non-résidentielle neuve se maintient par rapport au premier trimestre 2021.

Portés par des volumes d'autorisations très élevés ces dernières années, les entrepôts et les locaux d'industrie soutiennent fortement la construction non-résidentielle neuve dans la région (respectivement +107% et +23% de surface mise en chantier ce trimestre comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2021). À l'inverse, les surfaces agricoles, les bureaux et surtout les commerces poursuivent leur trajectoire baissière.

**+26%**

de surface non-résidentielle autorisée au T1 2022 par rapport au T1 2021

La surface non-résidentielle autorisée, s'élevant à 670 070 m<sup>2</sup> ce trimestre, progresse de +26% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Elle affiche également le niveau le plus haut de ces 6 dernières années.

- Cette progression des autorisations se retrouve dans la quasi-totalité des secteurs de marché, y compris dans les entrepôts dont la croissance des autorisations observée depuis l'été 2019 ne faiblit toujours pas. Seuls les locaux agricoles présente un repli sur ce début d'année 2022. (-4% de surface mise en chantier ce 1<sup>er</sup> trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022).





## ➤ L'activité est en hausse dans les Travaux Publics au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

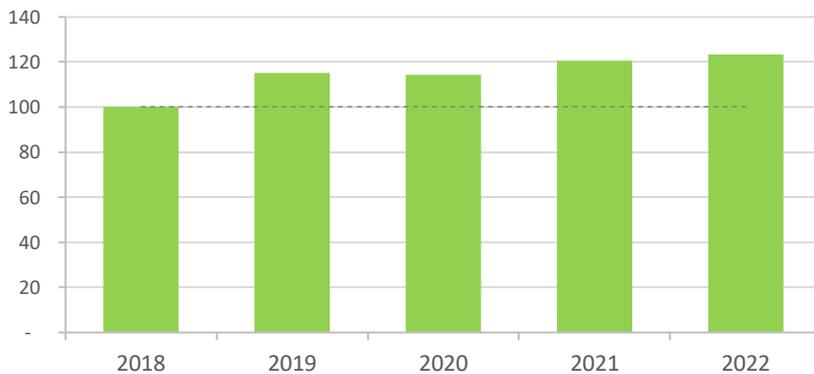
L'activité dans les Travaux Publics au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Évol. du CA du trimestre par rapport au T1 2021	Évol. du carnet de commandes par rapport au T1 2021
Ensemble	+2,2% ▲	+1,5 mois ▲
Routes	+0,2% ▲	+1,2 mois ▲
Canalisateurs	+2,3% ▲	-0,1 mois ▼
Terrassement	-1,4% ▼	-2,1 mois ▼
Génie Civil	+6,3% ▲	+7,2 mois ▲

**+2,2%**

d'activité pour les entreprises de Travaux Publics au T1 2022 par rapport au T1 2021

### Évolution de l'activité Travaux Publics au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'année précédente (base 100 en 2017)

Unité : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



L'activité des Travaux Publics dans la région progresse de +2,2% ce trimestre comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Malgré un contexte économique et géopolitique particulier en ce début d'année, les Travaux Publics semblent donc faire preuve de résilience;

- Cette tendance haussière comparée au premier trimestre 2021 se retrouve dans la quasi-totalité des métiers (routes, canalisateurs et génie civil). Seule l'activité des terrassiers s'affiche en repli en ce début d'année 2022 (-1,4% par rapport au premier trimestre 2021)

### Niveau trimestriel du carnet de commandes (en mois) des entreprises de Travaux Publics



**8,6 mois**

de carnet de commandes pour les entreprises de Travaux Publics au T1 2022

C'est 1 mois de plus que le trimestre précédent, et 1,5 mois de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Les perspectives d'activité semblent donc positives pour les Travaux Publics, même si la progression du carnet de commandes, à son niveau le plus haut depuis 2018, peut s'expliquer par un report de certains chantiers du fait de pénuries de matériaux.

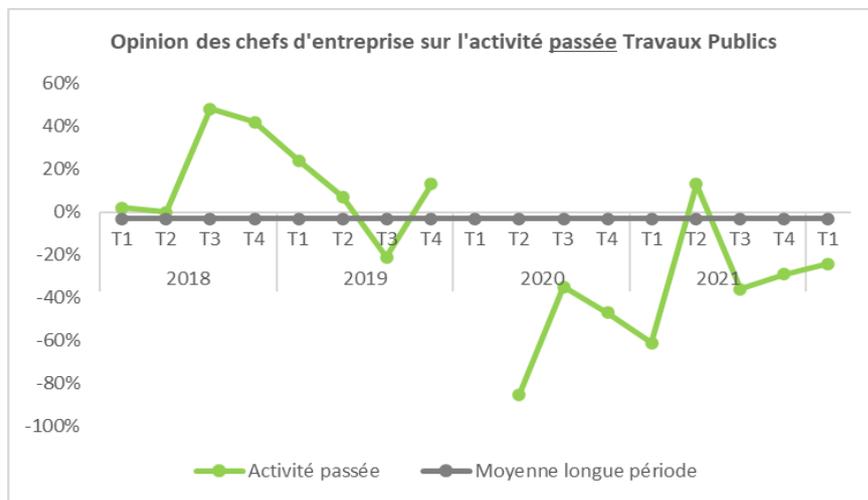
- Cette hausse d'un trimestre sur l'autre se retrouve dans quasiment tous les métiers. Seuls les terrassiers voient leur carnet de commandes diminuer sur un an..





## ➤ Le moral des chefs d'entreprises de Travaux Publics est à la hausse mais des inquiétudes subsistent

Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente



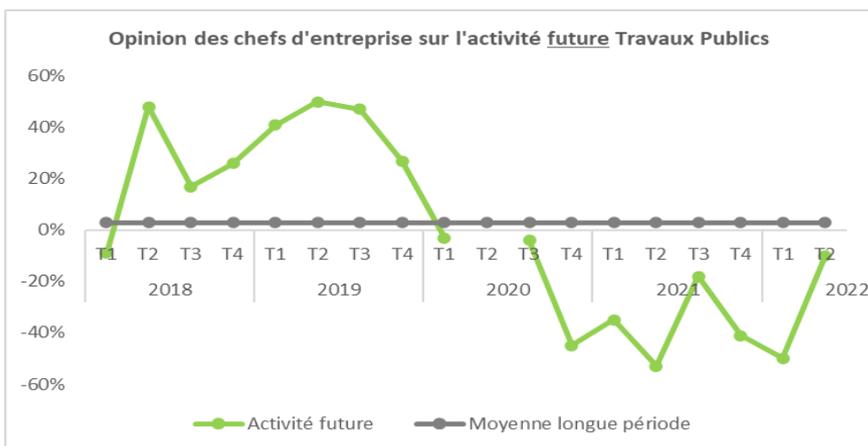
**-24%**

de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente au T1 2022

Si le solde d'opinion sur l'activité récente s'améliore ce trimestre (+5 point par rapport au trimestre précédent), il reste tout de même dégradé, s'affichant à -24%. Ce dernier reste également très en-dessous de sa moyenne longue période.

Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion\* (en %)



**-10%**

de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité future au T2 2022

Le solde d'opinion sur l'activité future progresse ce trimestre (+40 points par rapport au trimestre précédent), mais reste toujours en deçà de sa moyenne longue période (-13 points).

L'inquiétude semble toujours présente chez les entreprises de Travaux Publics. Pour preuve, 87% des entreprises redoutent de rencontrer des difficultés dans les mois à venir. L'inquiétude se situe essentiellement sur l'insuffisance de la demande (pour 30% des entreprises, -6 points sur un an), l'insuffisance en personnel (24% des entreprises, +13 points en un an) et surtout sur les contraintes financières liées à la hausse des coûts de l'énergie et des matériaux (30% des entreprises, +26 points en un an).

\*Pendant la période de confinement général, l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics d'avril 2020, dont la collecte a été réduite à internet uniquement, a pâti d'un taux de réponse extrêmement faible et ses résultats n'ont par conséquent pas pu être diffusés. Le taux de réponse à l'enquête s'est ensuite redressé en juillet, la collecte ayant été menée à nouveau par internet et par envoi postal (questionnaire papier).

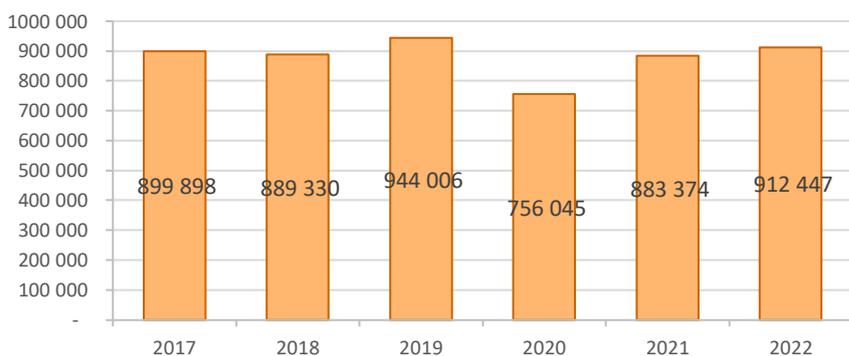




➤ La production de BPE s'améliore au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 contrairement à la production de granulats

La production de matériaux au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021
Production de BPE	912 447 m <sup>3</sup>	+3% ▲
Production de granulats	5 775 kT	-4% ▼

Production trimestrielle de BPE (en m<sup>3</sup>)

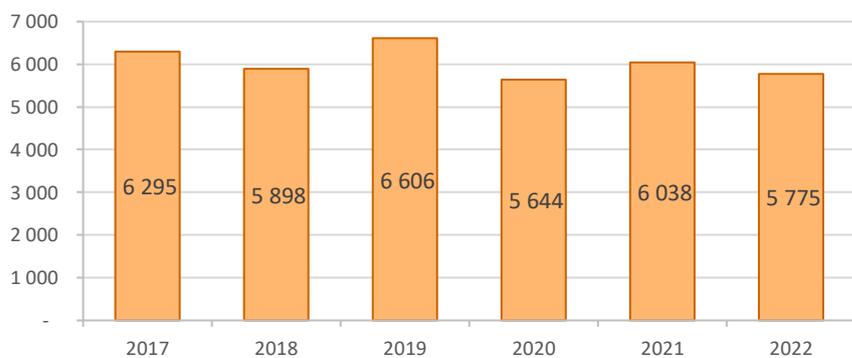


**+3%**

de BPE produits au T1 2022 par rapport au T1 2021

La production de BPE, fortement liée à l'activité dans le Bâtiment, progresse au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Le volume de BPE produit ce trimestre est l'un des plus haut pour un premier trimestre sur ces 6 dernières années.

Production trimestrielle de granulats (en kT)



**-4%**

de granulats produits au T1 2022 par rapport au T1 2021

La production de granulats, qui reflète plutôt l'activité des Travaux Publics, connaît un fléchissement de l'ordre de -4% ce trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. De plus, si l'on omet de l'analyse le premier trimestre 2020 (marqué par le début de la crise sanitaire liée au covid), le niveau de production de granulats affiché ce trimestre apparaît comme le plus faible des 6 dernières années.

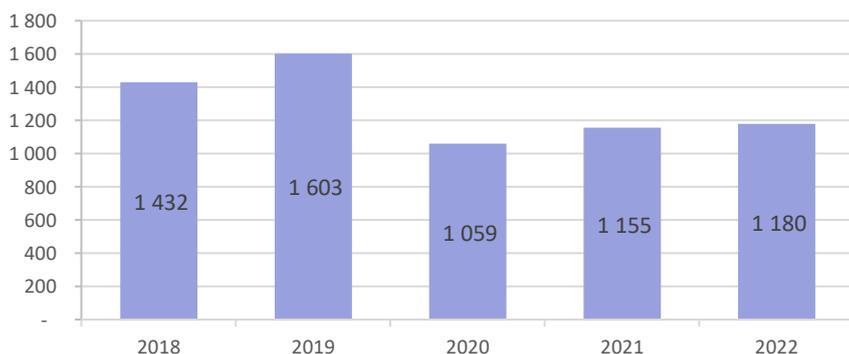


## ➤ La commande publique reste dégradée et présente quelques disparités selon les marchés

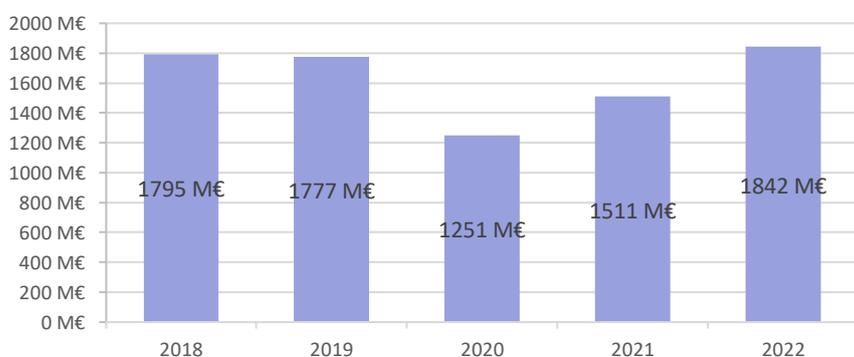
Nombre d'appels d'offres publics de Travaux publiés au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021
<b>Total AO Travaux publiés</b>	<b>1 180</b>	<b>+2% ▲</b>
<i>dont TP*</i>	430	+8% ▲
<i>dont Bâtiment*</i>	618	0% ➡
<i>dont pôle local (communes, EPCI, syndicats, etc.)</i>	713	+16% ▲
<i>dont conseils territoriaux (conseils départementaux et régional)</i>	71	-33% ▼
<i>dont État</i>	145	-13% ▼
<i>dont autres (bailleurs, opérateurs publics, santé, etc.)</i>	251	-6% ▼

Montant des marchés publics de Travaux publiés au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021
<b>Total AO Travaux publiés</b>	<b>1 842 M€</b>	<b>+22% ▲</b>
<i>dont TP*</i>	671 M€	+41% ▲
<i>dont Bâtiment*</i>	632 M€	-9% ▼
<i>dont pôle local (communes, EPCI, syndicats, etc.)</i>	843 M€	+21% ▲
<i>dont conseils territoriaux (conseils départementaux et régional)</i>	88 M€	-16% ▼
<i>dont État</i>	468 M€	+75% ▲
<i>dont autres (bailleurs, opérateurs publics, santé, etc.)</i>	444 M€	0% ➡

Nombre d'appels d'offres publics de Travaux publiés depuis 2018 au 1<sup>er</sup> trimestre



Montant des marchés publics de Travaux publiés depuis 2018 au 1<sup>er</sup> trimestre



\*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction, et n'ont donc pas pu être recensés ici.

### +2%

d'appels d'offres publics de travaux publiés au T1 2022 par rapport au T1 2021

Le nombre d'appels d'offres publics de travaux publiés est en légère hausse ce trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (+2%). L'enveloppe financière qui y est consacrée est en revanche en forte hausse, dans le sillage d'une inflation galopante depuis quelques mois qui augmente mécaniquement le coût des travaux.

- Dans le détail, le nombre d'appels d'offre reste globalement à son niveau de l'année dernière pour le Bâtiment, alors qu'il progresse nettement pour les Travaux Publics (+8%). De plus, les Travaux Publics bénéficient ce trimestre d'une enveloppe financière plus élevée qu'au premier trimestre 2021, contrairement au Bâtiment où elle est inférieure à celle du premier trimestre 2021.
- Du côté des acheteurs publics, seul le pôle local a publié ce trimestre plus d'offres de marchés qu'il y a un an. Il a également sensiblement augmenté l'enveloppe financière consacrée à ses marchés. La dotation de l'État est également en nette progression ce trimestre, mais concerne un nombre de marchés inférieur au volume de l'année dernière. De leur côté, les Conseils Territoriaux reculent de plus en plus dans la Commande Publique, avec un nombre d'appels d'offre de travaux publiés qui s'effondre ce trimestre (-33% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021), et une enveloppe financière trimestrielle consacrée aux marchés publics la moins élevée de ces 5 dernières années (premier trimestre 2020 excepté).





## ➤ L'emploi salarié reste dynamique dans la Construction

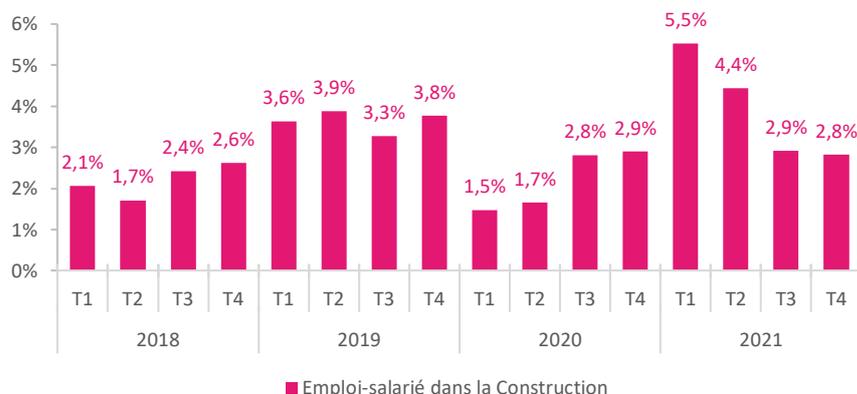
Emploi salarié dans la Construction à la fin du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2021		Évol. par rapport à fin décembre 2020
Nombre de postes salariés dans le secteur Construction	116 177	+2,8% ▲

**+2,8%**

de postes salariés dans la Construction à fin décembre 2021 comparé à fin décembre 2020

Évolution trimestrielle, par rapport au même trimestre de l'année précédente, du nombre de salariés dans la Construction et dans l'ensemble des secteurs privés

Unité : % d'évolution par rapport à n-1  
Source : ACOSS-URSSAF – données cvs



Si la crise sanitaire a entraîné un net ralentissement de la croissance du nombre de salariés au 1<sup>er</sup> semestre 2020, l'emploi-salarié reste bien orienté dans la Construction, puisqu'il s'est toujours maintenu au-dessus de son niveau de 2019. Le score de +2,8% atteint à fin décembre 2021 est donc significatif d'un dynamisme qui ne se dément pas. Le nombre de salariés recensés dans la Construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 affiche son niveau le plus haut sur ces 7 dernières années.

## ➤ L'emploi intérimaire se maintient

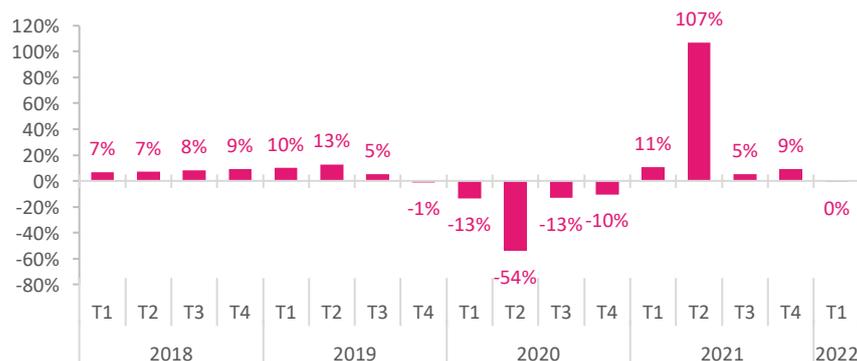
Emploi intérimaire dans la Construction à la fin du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport à fin mars 2021
Nombre d'intérimaires dans la Construction (en équivalent temps plein)	13 084 ETP	0% ➡

**0%**

d'intérimaires dans la Construction à fin mars 2022 par rapport à fin mars 2021

Évolution trimestrielle, par rapport au même trimestre de l'année précédente, du nombre d'intérimaire dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à n-1  
Source : DARES – données brutes



L'emploi intérimaire semble avoir servi de variable d'ajustement pour les entreprises de la Construction pendant la crise sanitaire : le nombre d'intérimaires a en effet été divisé par deux au cœur du premier confinement.

Cependant, un retour à la normale s'est opéré puisque le nombre d'intérimaires recensés dans la Construction au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 correspond au nombre moyen d'intérimaires (en ETP) enregistrés en 2021 ou avant le déclenchement de la crise sanitaire (entre 13 000 et 13 500).





## ➤ Les embauches régressent légèrement mais se maintiennent à un niveau élevé

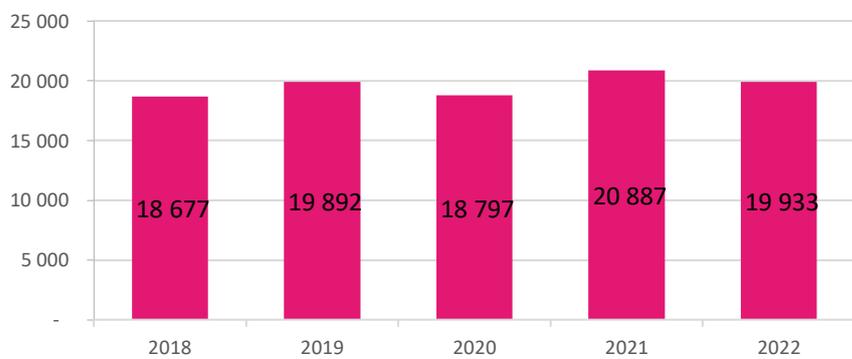
Déclarations Préalables à l'embauche dans la Construction au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021	
Nombre total de DPAE	19 933	-5%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	2 165	-20%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	6 905	-7%	▼
dont CDI	10 863	+1%	▲

**-5%**

de déclarations préalables à l'embauche enregistrées dans la Construction au T1 2022 par rapport au T1 2021

### Nombre de Déclarations Préalables à l'Embauche recensées dans la Construction depuis 2018 au 1<sup>er</sup> trimestre

Source : URSSAF – données brutes



Le nombre de déclarations préalables à l'embauche diminue légèrement au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport au même trimestre de l'année dernière. Difficile à dire à l'heure actuelle s'il s'agit d'une conséquence de la crise économique et géopolitique actuelle, ou d'une conséquence des difficultés de recrutement que rencontrent depuis quelques temps les entreprises de la Construction. Dans tous les cas, malgré cette baisse, ce 1<sup>er</sup> trimestre 2022 reste tout de même bon et affiche un des meilleurs niveaux d'embauches de ces 5 dernières années pour un 1<sup>er</sup> trimestre. À noter que le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 a été marqué par une net redémarrage des embauches après la crise sanitaire, biaisant par effet de base la tendance de ce trimestre. On peut donc considérer que le marché de l'emploi du secteur Construction reste dynamique.

- Cette tendance à la baisse est visible au niveau des CDD de moins d'un mois (-20% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021) et des CDD de plus d'un mois (-7% en un an). Seuls les CDI affichent une hausse de +1%.

## ➤ Le nombre de demandeurs d'emploi se maintient à un niveau historiquement bas

Demandeurs d'emploi en fin de mois (Catégorie A) à fin mars 2022		Évol. par rapport au T1 2021	
DEFM dans la Construction	22 615	-13%	▼

**-13%**

de demandeurs d'emploi en fin de mois de Catégorie A dans la Construction à fin mars 2022 par rapport à fin mars 2021

### Évolution trimestrielle, par rapport au même trimestre de l'année précédente, du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois en Catégorie A dans la Construction et dans l'ensemble des secteurs privés

Unité : % d'évolution par rapport à n-1

Source : Pôle emploi / DARES – données brutes



Le nombre de demandeurs d'emploi dans la Construction diminue de -13% ce trimestre comparé à l'an passé à la même période. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi est même le plus bas enregistré depuis le début des séries statistiques suivies par Pôle Emploi et la DARES (1<sup>er</sup> janvier 2010).

Cela témoigne une nouvelle fois d'un dynamisme fort sur le marché de l'emploi dans le secteur de la Construction et du redémarrage post-covid de l'activité qui a entraîné une forte hausse des embauches en 2021. Et de fait, le manque de main d'œuvre disponible immédiatement peut expliquer le ralentissement des embauches et les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises de la Construction ces derniers mois.





## ➤ Les créations d'entreprises sont au beau fixe

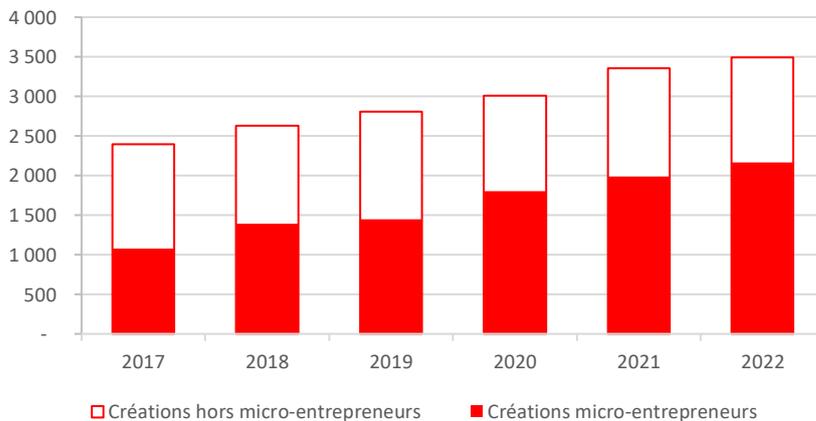
Les créations d'entreprises au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021
Nombre d'entreprises de la Construction créées	3 492	+4% ▲
dont autoentreprises	2 163	+9% ▲

**+4%**

d'entreprises de la Construction créées au T1 2022 par rapport au T1 2021

### Nombre d'entreprises de la Construction créées depuis 2017 au 1<sup>er</sup> trimestre

Source : INSEE – données brutes



La dynamique de créations d'entreprises dans le secteur de la Construction est à la hausse sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport à l'an passé à la même période, et se maintient à des niveaux particulièrement élevés. Ainsi, avec plus de 3 492 entreprises de la construction créées au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, dont près de 2 163 avec le statut d'auto-entrepreneurs, on atteint des volumes jamais enregistrés sur les 6 dernières années pour un premier trimestre.

- Les autoentreprises représentent plus de 62% des créations d'entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, contre moins de 59% au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

## ➤ Une hausse des défaillances marquée par la fin progressif des dispositifs d'aides de l'Etat déployés durant la crise sanitaire

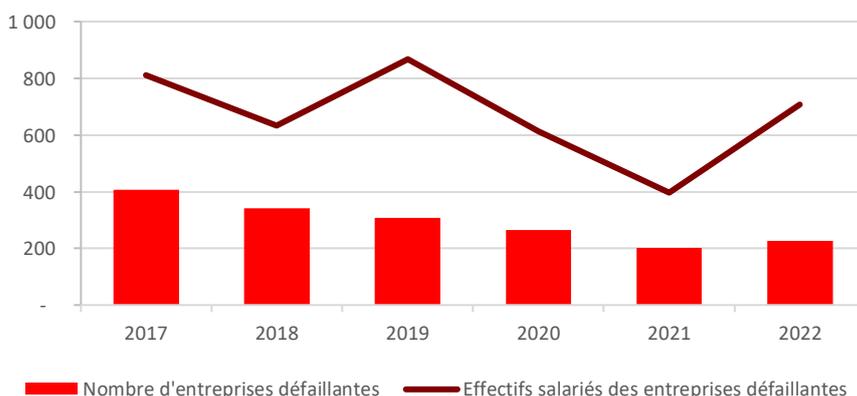
Les défaillances d'entreprises au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Évol. par rapport au T1 2021
Nombre d'entreprises de la Construction sous le coup de procédures judiciaires	226	+12% ▲
Effectif salarié concerné par ces défaillances	707	+78% ▲

**+12%**

de défaillances d'entreprises de la Construction au T1 2022 par rapport au T1 2021

### Nombre d'entreprises de la Construction sous le coup de procédure judiciaires depuis 2017 au 1<sup>er</sup> trimestre

Source : Banque de France



Le premier trimestre 2021, avec le maintien des dispositifs d'aide aux entreprises mis en place par le Gouvernement depuis le confinement du printemps 2020, enregistrait un nombre de défaillances historiquement bas pour un premier trimestre. Ce premier trimestre 2022, le nombre de défaillances connaît une hausse annuelle de +12%. Ceci s'explique par le fait que les dispositifs de soutien déployés par l'Etat pendant la pandémie prennent progressivement fin, entraînant logiquement une augmentation des défaillances.

- En termes d'effectif, 707 salariés sont concernés par ces défaillances au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, soit une hausse de +78% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.



Avec le concours des Membres de la CERC



Et avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

- SDES, Sit@del2
- SDES, ECLN
- Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
- Enquête trimestrielle FNTP/INSEE
- Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA
- UNICEM
- ACOSS-URSSAF et URSSAF
- DARES
- Pôle emploi
- INSEE
- Banque de France
- Double Trade

